



## Des patrons français de Londres appellent à pratiquer une immigration sélective

Un rapport propose à la France de copier les méthodes britanniques qui favorisent l'intégration professionnelle plutôt que l'assimilation sociale

### Londres

Correspondance

Faire de l'immigration une arme économique et désamorcer un débat miné. Le Cercle d'outre-Manche, un rassemblement de dirigeants d'entreprise français installés en Grande-Bretagne, publie mercredi 13 mars un rapport appelant à une remise à plat du système français d'immigration, pour s'inspirer de ce qui se pratique chez les Britanniques.

« Chaque pays a sa pomme de discorde. Au Royaume-Uni, il s'agit des questions touchant à l'Europe (...). En France, il s'agit de l'immigration et de l'intégration. En quelques décennies, le débat français est devenu idéologique », regrette le rapport, qui renvoie dos à dos l'approche « angélique » et la « politi-

que répressive » sur le sujet. Selon lui, la vraie question à poser est de savoir comment l'immigration peut contribuer à la croissance.

« Il faut faire accepter que l'immigration soit une nécessité économique », estime Pascal Boris, banquier à BNP Paribas. Le cofondateur du Cercle d'outre-Manche – avec Arnaud Vaissé, patron d'International SOS, une entreprise d'assistance médicale – souligne que les flux migratoires entre la France et le Royaume-Uni sont comparables, avec environ 200 000 titres de séjour délivrés par an (un peu plus outre-Manche), auxquels s'ajoute l'immigration européenne.

En revanche, il existe une différence fondamentale : 25 % des immigrants en France s'installent pour des raisons profession-

nelles ; au Royaume-Uni, ils sont 34 %. Inversement, le regroupement familial est trois fois plus important en France qu'au Royaume-Uni. « Au cours des dix dernières années, le Royaume-Uni a fait le choix d'une immigration professionnelle qualifiée, dont l'objectif est l'intégration économique et sociale », souligne le rapport.

### Système à points

Pas question d'angélisme : les études britanniques indiquent que cent nouveaux immigrants créent en moyenne vingt-trois chômeurs britanniques de plus. Il s'agit donc de choisir l'immigration en fonction des filières où les besoins sont les plus forts, et selon la conjoncture. Depuis 2010, le Royaume-Uni tente de réduire le flot de nouveaux arrivants.

Le gouvernement britannique a mis en place un système à points, qui permet de qualifier ou non pour un visa. En fonction des diplômes, de l'âge, de la filière, chaque candidat reçoit un certain nombre de points qui lui permettent ou non de venir au Royaume-Uni. Si le Cercle d'outre-Manche ne recommande pas nécessairement ce système, il appelle la France à favoriser l'immigration économique.

Même logique pour les visas pour étudiants : ceux qui viennent en France suivent en grande partie des cursus de lettres et sciences sociales, jugés économiquement moins productifs. Le rapport suggère d'encourager les candidats aux filières économiques.

La politique d'immigration par le travail permet une intégration plus facile, affirme le rapport.

Hamid Senni, qui a rédigé la préface, connaît bien la question : ce Français d'origine algérienne a émigré au Royaume-Uni parce qu'il ne trouvait pas d'emploi en France, malgré ses nombreux diplômes. A Londres, sa situation a été beaucoup plus facile, et il a monté son cabinet de conseil, Vision Enabler.

« Les Britanniques sont des pragmatiques », explique-t-il. S'ils ont besoin de 1 000 Indiens, ils le diront clairement. Une telle politique est inimaginable en France. » Résultat, les entreprises ouvrent leurs portes à la compétence, pas à l'origine. « En France, il n'y a pas d'intégration économique, mais on va loin dans l'intégration sociale. Au Royaume-Uni, c'est le contraire. »

Un exemple frappant est la

City, qui recrute largement chez

les immigrants : 20 % des minorités ethniques travaillent dans la finance, contre 15 % pour les Britanniques d'origine.

Paradoxalement, le rapport du Cercle d'outre-Manche tombe à un moment où les crispations se multiplient sur les questions d'immigration au Royaume-Uni. Le gouvernement de David Cameron a serré les boulons sur les visas de travail et ceux des étudiants. Preuve que le débat est avant tout économique, c'est le patronat qui est monté au créneau pour protester. « Limiter l'immigration est mauvais pour les entreprises », s'agace Karan Bilimoria, président de la Chambre de commerce Royaume-Uni-Inde. Le genre de voix que le cercle d'outre-Manche estime trop rare en France. ■

ERIC ALBERT